



La Dépêche

L'actualité économique

N° 711 - Lundi 18 Novembre 2019 - Service de la Communication et de la Documentation (SCD)



LES TITRES

Marché de la dette publique : le Groupe BCP lève 300 millions d'euros en faveur de l'Etat de Côte d'Ivoire

page 1

Grand pas franchi pour une meilleure gouvernance documentaire à la Direction Générale de l'Economie

page 2

Encore de la marge pour améliorer le climat des affaires

page 2

Microfinance : Les SFD de l'UMOA affiche un total bilan de 1974,4 milliards de FCFA en 2018

page 3

À 2 ans, Orange Bank met le cap sur le crédit et l'Afrique pour accélérer

page 3

Africa Investment Forum : surenchère d'annonces pour des investissements estimés à la hausse

page 4

À LA UNE

Marché de la dette publique : le Groupe BCP lève 300 millions d'euros en faveur de l'Etat de Côte d'Ivoire



M. Kamal MOKDAD Directeur Général de la BCP et de l'International et M. Adama COULIBALY Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire.

Le Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) et l'État de Côte d'Ivoire ont signé, le mercredi 13 novembre 2019, un protocole d'accord portant sur une mission de conseil pour l'optimisation de la gestion de la dette publique et une levée d'un emprunt obligataire d'environ 300 millions d'euros.

L'accord entre les deux Parties a été signé par Monsieur Adama COULIBALY, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, et par Monsieur Kamal MOKDAD, Directeur Général de la BCP et de l'International. Cette levée de fonds qui s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique 2025 du marché ivoirien de la dette publique, sera portée par le consortium Upline Corporate Finance et Atlantique Finance, banques d'affaires du groupe BCP respectivement au Maroc et en Côte d'Ivoire.

M. Kamal MOKDAD : « Nous sommes très heureux d'officialiser aujourd'hui un accord à portée stratégique pour la Côte d'Ivoire sur son marché de la dette. Ce mandat, qui vient renforcer un partenariat historique et durable, bénéficiera de l'expertise internationale du groupe Banque Centrale Populaire en matière de levée de fonds, et notamment à travers des mécanismes de captation de nouvelles catégories d'investisseurs ».

Source:

<https://agenceecofin.com/banque/1411-71128-marche-de-la-dette-publique-le-groupe-bcp-leve-300-millions-d-euros-en-faveur-de-l-etat-de-cote-d-ivoire>

Grand pas franchi pour une meilleure gouvernance documentaire à la Direction Générale de l'Economie

en matière d'Archives en Côte d'Ivoire.

Cette signature ouvre la voie pour insuffler à la DGE, une considération active en faveur des archives.

Prévue dans le Plan d'actions Stratégiques 2019 de la DGE, cette politique d'archivage s'inscrit dans l'objectif stratégique 6 qui prévoit de renforcer le cadre institutionnel et les capacités opérationnelles de la DGE, par des actions spécifiques attribuées aux Services ; notamment dans l'action 6.2.4 commise au Service de la Communication et de la Documentation (SCD).

Conforme aux normes et standards en vigueur, cette politique d'archivage vient répondre au respect des exigences légales en matière de gouvernance documentaire. L'objectif, plus qu'une contrainte aujourd'hui, étant de permettre à la DGE de retrouver un document dont elle pourrait avoir besoin pendant toute la durée légale de la conservation.

Mieux, sa mise en œuvre permettra de contribuer efficacement au traitement et à l'organisation des fonds documentaires de la DGE afin d'en faciliter la communicabilité pérenne aux décideurs.

Sur instruction du DGE, une large diffusion en sera faite dans tous les Services. Il s'en suivra, dès ce mardi 19 novembre 2019, la phase de sensibilisation pour son appropriation par tous.

Notons enfin que sa mise en œuvre sera appuyée par la rédaction d'un guide pratique de gestion archivistique.

Source : SCD

Le Comité de Direction (CODIR) du 6 novembre 2019, le Directeur Général de l'Economie a procédé à la signature de la politique d'archivage de la Direction Générale de l'Economie (DGE). Ce document a été au préalable validé par la Direction des Archives Nationales, l'Autorité compétente



Le Directeur Général de l'Economie a procédé à la signature de la politique d'archivage de la Direction Générale de l'Economie (DGE).

Encore de la marge pour améliorer le climat des affaires

Côte d'Ivoire. Pour convaincre les investisseurs, d'importantes réformes structurelles ont été entreprises ces dernières années par les autorités. Des efforts reconnus entre autres par la Banque Mondiale, qui classe le pays parmi les plus réformateurs de son rapport Doing Business 2019, aux côtés du Kenya et du Rwanda.

Mais les défis sont encore nombreux. C'est le constat des principales organisations patronales du pays, réunies mercredi 13 novembre à Abidjan. « L'accès au financement pour les entreprises est encore insuffisant, la gouvernance économique et commerciale reste à renforcer, l'assiette fiscale doit être élargie pour que la pression fiscale soit davantage équilibrée », ont énuméré la Confédération des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI, le patronat), l'Union Générale des Entreprises Industrielles (UGEI) et la Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire (Eurocham).

Source: https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-encore-de-la-marge-pour-ameliorer-le-climat-des-affaires-14-11-2019-2347468_3826.php

Considérée comme l'un des pays les plus réformateurs en matière d'affaires, la Côte d'Ivoire a encore des insuffisances en matière de financement des PME. Le climat des affaires et des investissements s'est sensiblement amélioré en



Les principales organisations patronales de la Côte d'Ivoire ont constaté que le pays a encore des insuffisances en matière de financement des PME.

Microfinance : Les SFD de l'UMOA affiche un total bilan de 1974,4 milliards de FCFA en 2018

bilan de 1 974,4 milliards de FCFA (2,961 milliards d'euros), selon les données de la Commission Bancaire basée à Abidjan.

Selon cet organe communautaire, ces données financières concernent 148 SFD soit 93,7% des institutions relevant de l'article 44 qui régit le contrôle de tout SFD dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux milliards de FCFA d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux exercices consécutifs.

Le total de bilan de l'exercice sous revue est en augmentation de 6,1% par rapport à fin 2017 du fait de l'évolution des actifs en Côte d'Ivoire (+10,5%), au Sénégal (+10,3%), au Niger (+8,6%), au Mali (+7,7%), au Burkina (+6,6%) et au Togo (+4,5%). En revanche, les actifs des SFD relevant de l'article 44 au Bénin ont baissé de 16,2%.

Les SFD du Sénégal affichent le total de bilan le plus important avec 751,8 milliards de FCFA (soit 38,1% de part de marché). Ce pays est suivi de loin par la Côte d'Ivoire (373,6 milliards et 18,9% de part de marché), le Burkina (324,3 milliards et 16,4% de part de marché), le Togo 199,4 milliards et 10,1% de part de marché), le Bénin (167 milliards et une part de marché de 8,5%), le Mali (144,5 milliards et 7,3% de part de marché) et le Niger (13,5 milliards et 0,7% de part de marché). **Au 31 décembre 2018, le nombre de SFD relevant de l'article 44 a augmenté de 12 unités pour s'établir à 158 institutions à raison de 70 faîtières ou caisses unitaires et 88 caisses de base affiliées.**

Source: <https://www.financialafrik.com/2019/11/15/microfinance-les-sfd-de-lumoa-affiche-un-total-bilan-de-19744-milliards-de-fcfa-en-2018/>



Les SFD de l'UMOA affiche un total bilan de 1974,4 milliards de FCFA en 2018.

À 2 ans, Orange Bank met le cap sur le crédit et l'Afrique pour accélérer

Elle se lance en Espagne ce mois-ci et attend une licence bancaire pour se déployer en Afrique de l'Ouest au second semestre 2020.

Stéphane RICHARD, le PDG d'Orange, avait un peu crânement promis de devenir « le Free de la banque », avec « une offre de rupture ». Deux ans après le lancement d'Orange Bank, en novembre 2017, décalé de plusieurs mois à cause de bugs, le bilan est plus modeste. La filiale bancaire de l'opérateur télécoms n'a pas révolutionné un paysage qui a fortement évolué avec l'essor de nombreuses néobanques, notamment étrangères comme l'allemande N26 (plus d'un million de clients en France annoncés en septembre) et la britannique Revolut (plus de 550.000). Orange Bank revendique « un solide rythme de conquête » de plus de 20.000 nouveaux clients par mois et un total de plus de 500.000 clients actifs (sans inclure les 200.000 comptes de l'ancienne offre de Groupama Banque qui a servi de socle à Orange Bank), dont 360.000 comptes à vue et 135.000 crédits personnels.

La banque de l'opérateur télécoms totalise 360.000 comptes courants et 135.000 crédits deux ans après son lancement. Toujours déficitaire, elle va monter en puissance dans le prêt personnel pour acheter son smartphone ou son auto, et à terme son logement.

Elle se lance en Espagne ce



Orange Bank attend une licence bancaire pour se déployer en Afrique de l'Ouest au second semestre 2020

Source: <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/banques-finance/a-2-ans-orange-bank-met-le-cap-sur-le-credit-et-l-afrique-pour-accelerer-833171.html>

Africa Investment Forum : surenchère d'annonces pour des investissements estimés à la hausse

asiatiques, mais n'en a pas moins gâté le plaisir de la BAD qui affichait des intentions d'investissements culminant à 40 milliards de dollars.

Du 11 au 13 novembre, le Standton Convention Center de Johannesburg a accueilli plus de 2.200 participants dans le cadre de la 2ème édition de l'Africa Investment Forum, organisé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Les investisseurs ont manifesté leur intérêt pour quelque 52 transactions d'une valeur globale de 40,1 milliards de dollars (contre 49 transactions pour un montant de 37,8 milliards de dollars en 2018). L'Afrique du Sud a attiré un certain nombre de représentants de gouvernements, du secteur privé, de banques commerciales et d'investisseurs institutionnels, venus de 109 pays, dont 48 d'Afrique. « Le Forum est une plate-forme qui changera le paysage de l'investissement en Afrique », a avancé Chinelo ANOHU, Directeur de l'évènement.

Source:

<https://afrique.latribune.fr/finances/investissement/2019-11-15/afrika-investment-forum-surenchere-d-annonces-pour-des-investissements-estimes-a-la-hausse-833224.html>

L'Africa Investment Forum 2019 était placé sous le signe de la ZLECA (la Zone Continentale de Libre-Echange Africaine). La vague d'investisseurs anglo-saxons a submergé la présence timide des francophones et des dragons



Le Forum est une plate-forme qui changera le paysage de l'investissement en Afrique.



Direction Générale de l'Economie

LA VALEUR QUALITE DU MOIS

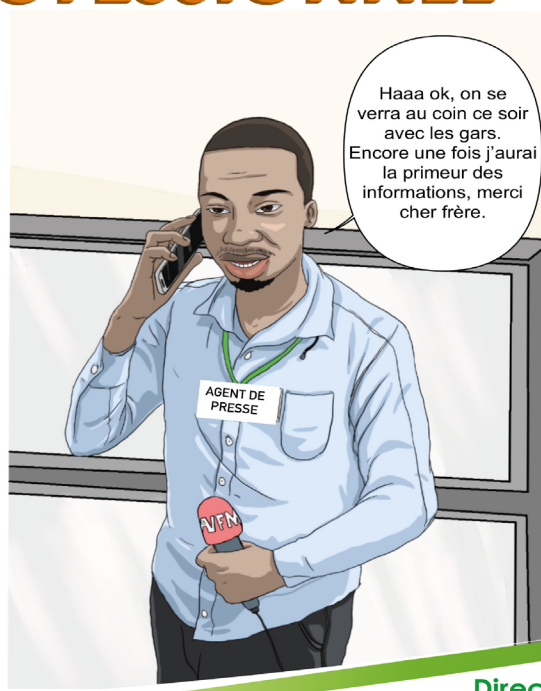
LE SECRET

PROFESSIONNEL



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



» garder le secret professionnel

» garantir la confidentialité des dossiers

VQM

NOVEMBRE

2019

Direction Générale de l'Economie

Tél : 20 20 09 09 / BP V 163 Abidjan